ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

Israël et territoires palestiniens

Question au Gouvernement n° 2084

Texte de la question

ÉVÉNEMENTS À GAZA

M. le président. La parole est à M. André Chassaigne, pour le groupe de la Gauche démocrate et républicaine.

M. André Chassaigne. Monsieur le ministre des affaires étrangères et du développement international, Gaza est le théâtre d'une tragédie humaine, celle d'une prison à ciel ouvert dont la population subit les bombardements massifs de l'armée israélienne. Censée neutraliser les tunnels et les roquettes du Hamas, l'opération militaire détruit mosquées, maisons, écoles, et même hôpitaux.

Ces bombardements dits chirurgicaux ont déjà coûté la vie à près de 650 Palestiniens, dont une écrasante majorité de civils et des centaines d'enfants. Je le dis solennellement, ces actes sont des violations du droit international humanitaire, constitutifs de crimes de guerre.

Mme Marie-Françoise Bechtel. Absolument !

M. André Chassaigne. Et pourtant, cette énième opération militaire israélienne à Gaza bénéficie du soutien des dirigeants occidentaux, qui conforte le sentiment d'impunité du gouvernement israélien.

Quand le président Hollande a manifesté sa solidarité au gouvernement israélien, en l'habilitant à « prendre toutes les mesures pour protéger sa population », il a oublié la protection de la population palestinienne.

Mme Marie-Françoise Bechtel et M. Jean-Luc Laurent . Hélas !

M. André Chassaigne. Cette position rompait avec la traditionnelle solution des « deux États pour deux peuples », seule à même d'instaurer une paix juste et durable.

Nous avons pris acte, monsieur le ministre, de votre position plus équilibrée. Mais il faut aussi rappeler que l'actuel gouvernement israélien est l'émanation d'une droite nationaliste extrême qui poursuit la colonisation,…

Mme Marie-Françoise Bechtel. Absolument !

M. André Chassaigne. …le blocus inhumain de Gaza et l'emprisonnement arbitraire de Palestiniens au mépris du droit international.

Ma question est précise : quel a été ou quel sera le vote de la France sur la résolution discutée aujourd'hui même à l'ONU demandant la protection internationale des Palestiniens…

M. Hervé Mariton. Et la protection des Israéliens !

M. André Chassaigne. …et une enquête internationale d'urgence sur l'offensive israélienne ? *(Applaudissements sur les bancs du groupe GDR et sur quelques bancs du groupe SRC et du groupe écologiste.)*

M. le président. La parole est à M. le ministre des affaires étrangères et du développement international.

M. Laurent Fabius, *ministre des affaires étrangères et du développement international.* Monsieur le président Chassaigne, je connais votre sensibilité sur ces questions. Croyez bien que s'agissant des atteintes extrêmement graves à l'égard des Palestiniens, beaucoup et peut-être même tous ici partagent votre indignation.

Cela dit, il faut regarder l'ensemble de la question. Le Président de la République – et le Gouvernement est parfaitement en accord avec le chef de l'État – a rappelé un fait qu'il ne faut pas contester, à savoir que tout État a droit à sa sécurité. Cela ne lui permet pas de faire n'importe quoi,…

M. Patrice Carvalho. Tout à fait !

M. Laurent Fabius, *ministre .* …mais le fait que des roquettes soient envoyées sur Israël par l'organisation du Hamas n'est pas acceptable en droit international et dans les faits. Cela n'autorise pas, de l'autre côté, Israël, à agir d'une façon que vous qualifiez de disproportionnée. Voilà la position du Gouvernement.

Il n'y a pas sur ce point de rupture avec ce que vous avez appelé – et c'est juste – la tradition de la position française. Je rappelle que l'an dernier, nous avons été de ceux qui ont permis que soit voté à l'ONU le statut pour la Palestine d'observateur non-membre.

En ce qui concerne la question précise que vous avez posée, nous nous situerons exactement dans la ligne de la tradition française.

M. Claude Goasguen. Non, dans la ligne du Quai d'Orsay ! Ce n'est pas pareil !

M. Laurent Fabius, *ministre .* Lorsque la question avait été posée à Genève, la France s'était abstenue. Il en sera de même en ce qui concerne le vote qui interviendra cet après-midi. *(Applaudissements sur quelques bancs du groupe SRC.)*

Données clés

Auteur : M. André Chassaigne
Circonscription : Puy-de-Dôme (5e circonscription) - Gauche démocrate et républicaine
Type de question : Question au Gouvernement
Numéro de la question : 2084
Rubrique : Politique extérieure
Ministère interrogé : Affaires étrangères
Ministère attributaire : Affaires étrangères

Date(s) clée(s)

Question publiée au JO le : 24 juillet 2014
La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 24 juillet 2014